

III. Politieke geschiedenis / Histoire politique

PASCAL DELWIT, JEAN-MICHEL DE WAELE & ANDREA REA (DIR.)
«L'extrême droite en France et en Belgique»
Bruxelles, Editions Complexe, 1998, 314 p.

Depuis de nombreuses années, les démocraties ont révélé leur fragilité. A manquer de vigilance, elles pourraient bien un jour se voir totalement submergées, nonobstant la multiplication des normes nationales ou internationales destinées à juguler les mouvements qui les minent. Pour être efficace, cette vigilance se doit d'observer au moins trois démarches essentielles : une réflexion approfondie sur le régime démocratique dont le contexte économique-social a modifié le profil originaire; une enquête historique serrée afin que l'expérience passée permette d'évaluer l'efficacité des mesures prises jadis pour protéger la démocratie lorsqu'elle fut menacée, bousculée ou quasiment étranglée durant de longues années; enfin, une connaissance approfondie des ennemis de la liberté. C'est à cette dernière démarche que nous convient les politologues et sociologues qui ont dirigé ce livre comprenant quelque quinze contributions consacrées à une analyse de l'extrême droite en France et en Belgique.

Soulignons d'emblée l'intérêt de la démarche comparatiste. Peut-on aujourd'hui,

dans une Europe aux Etats de plus en plus intriqués, faire l'économie d'une étude comparée ? Il est bien loin le temps de la souveraineté nationale absolue. La méthodologie comparatiste traduit cette évolution. Les politologues y sont habitués. Les historiens, beaucoup moins. Cet exercice présente cependant un intérêt évident à l'heure d'une mondialisation dont l'extension présente peut-être une menace encore plus directe sur les démocraties.

Ce livre n'est pas un livre d'histoire au sens où on l'entend traditionnellement. L'intelligence des auteurs, tous spécialistes en science politique, est cependant d'avoir compris l'indispensable nécessité d'ancrer dans une diachronie, fût-elle de court terme, les éléments de leurs analyses. Aussi, à sa manière, cet ouvrage constitue-t-il une contribution à l'histoire du temps (très) présent et les historiens y trouveront-ils de quoi alimenter leurs recherches. Cette perspective historique est surtout développée dans le chapitre introductif ("Comprendre l'extrême droite"), rédigé par les trois responsables scientifiques de l'ouvrage. S'y trouve brossé un état des lieux de l'extrême droite non seulement française et belge mais aussi autrichienne, anglaise, italienne et allemande. Cette ouverture européenne est la bienvenue car elle permet de mesurer l'ampleur du phénomène en Europe. De cette juxtaposition des données chronologiques, on constate ainsi que c'est dans les années 1980 et au début de la décennie 1990 que les formations d'extrême droite émergent vraiment et engrangent les premiers scores électoraux significatifs. Même si, le plus souvent, leur percée se situe au niveau local ou régional, on ne peut cependant

ignorer quelques faits majeurs : l'union de l'*Alleanza nazionale* et de *Forza Italia*, qui leur permit de gagner les élections de 1994 et d'accéder au gouvernement durant neuf mois mais aussi l'obtention, par l'extrême droite italienne, de plus de 15 % des suffrages lors des élections de 1996; de même, actualité oblige, l'accession à des postes de responsabilités en Autriche du parti de Jörg Haider dont la percée se situe aux élections législatives de 1995, avec près de 22 % des suffrages. Ce ne sont là que quelques exemples des données factuelles que contient ce premier chapitre, très utile pour fixer le cadre des analyses qui suivent.

Celles-ci, on l'a dit, se limitent à confronter les deux contextes français et belge. Il est regrettable que ce choix ne soit pas explicitement justifié. Si ce ciblage réduit quelque peu la perspective, il permet, en revanche, d'aborder en profondeur diverses facettes de l'extrême droite comme l'atteste l'énoncé des contributions. Sont ainsi traités : les étapes de l'implantation du Front national (Pascal Perrineau); les étapes de l'extrême droite en Belgique (Pascal Delwit, Jean-Michel de Waele et Andrea Rea); le programme économique et social du Front national en France (Jean-Philippe Roy); l'émergence du Front national en Belgique est plus redevable aux circonstances qu'à son programme (Mateo Alaluf); qui vote pour le Front national français ? (Pierre Martin); qui vote pour le Front national en Belgique ? (Pascal Delwit); qui vote pour le *Vlaams Blok* (Jacques Billiet); l'esquive. La gauche et la droite face au Front national (Bruno Villalba); les partis politiques et la montée de l'extrême droite en Communauté française de Belgique (Pascal Delwit et Jean-Michel De Waele); les partis

flamands face aux poids du *Vlaams Blok* (Bart Maddens et Stefaan Fiers); dire l'extrême droite aux affaires. Toulon, Orange, Marignanne et Vitrolle (Jean Viard); Toulon sous la chape du Front (Andrée-France Baduel); Anvers : une ville à la portée du *Vlaams Blok* ? (Marc Swyngedouw).

Ces diverses contributions abordent une problématique articulée autour de cinq thèmes. Le premier a trait aux étapes de la formation de ces partis, à leur identité politique, à leur organisation et à leur enracinement. Le deuxième porte sur les programmes, en matière économique et sociale, du FN et du *Vlaams Blok*. Le troisième concerne l'électorat. Le quatrième analyse les effets de la progression des partis d'extrême droite sur les autres partis politiques. Enfin, le cinquième évoque la situation de deux villes actuellement confrontées aux partis d'extrême droite : Toulon à l'heure du Front national et Anvers à portée de main du *Vlaams Blok*.

Il est exclu, dans le cadre d'une recension, de rendre compte de toutes les contributions de ce volume. Aussi retiendrons-nous quelques aspects qui nous semblent caractériser cette étude 'multivariée', de quoi ouvrir l'appétit du lecteur, soucieux de comprendre un phénomène, afin, souhaitons-le, de mieux le contrecarrer.

La percée de l'extrême droite est liée à l'émergence de la question de l'immigration qui deviendra un argument de vote. Contrairement à une idée reçue, il ressort de ces études que la crise économique et ses effets ne semblent pas constituer en eux-mêmes un motif de vote pour l'extrême droite. C'est davantage le sentiment

de l'illégitimité pour les immigrés, voire pour les étrangers devenus nationaux par naturalisation, du droit à bénéficier des avantages fournis par l'Etat social (sécurité sociale) qui est stigmatisée et suscite le vote pour l'extrême droite.

Restons sur le plan économique. Il existe peu d'études consacrées aux programmes économiques des formations d'extrême droite. Ici, trois auteurs soumettent à un examen attentif ce programme. Ils débouchent sur quelques constats intéressants, en particulier la pauvreté de la pensée économique de l'extrême droite et le fait que, dans un premier temps, le Front national français et le *Vlaams Blok* ont défendu le libéralisme, pour ensuite s'orienter vers une conception protectionniste, teintée d'éléments poujadistes comme l'antifiscalisme, que justifie le primat politique de la nationalité.

En termes de sociologie électorale, un même processus se vérifie dans les deux contextes nationaux. On observe de part et d'autre que les partis d'extrême droite recrutent d'abord leurs voix auprès d'électeurs qui votaient traditionnellement à droite. Dans un second temps, l'idéologie nationale-populiste touche également d'anciens électeurs de gauche, qu'ils aient été communistes et socialistes en France ou socialistes en Belgique. On a là un cas type de réaligement électoral à la suite de l'affaiblissement des anciennes allégeances partisans basées sur les appartenances religieuses ou de classe. La tendance est particulièrement marquée chez les employés et les ouvriers. Celle-ci est à mettre en rapport avec la progression des votes d'extrême droite chez les

détenteurs du seul diplôme d'études primaires. La perméabilité à la xénophobie de cette catégorie est donc plus grande, ce qui explique aussi la forte influence de l'extrême droite sur les chômeurs, dont le niveau d'instruction est généralement faible. Ces éléments permettent, en partie, de comprendre pourquoi le vote de l'extrême droite est, au cours du temps, devenu interclassiste, comme l'attestent les nombreuses enquêtes et statistiques.

Par rapport à la France, la Belgique diverge quelque peu relativement aux causes de l'émergence de l'extrême droite. Trois préoccupations arrivent nettement en tête dans l'électorat : le chômage, l'immigration et l'insécurité, auxquelles s'ajoute la corruption. Toutefois, il convient d'affiner cette approche. Dans une étude très fouillée et très fine consacrée au cas anversoise, Marc Swyngedouw avance d'autres facteurs : la lente érosion du clientélisme entretenu par les partis traditionnels qui ont dominé la vie politique anversoise durant plus de soixante-dix ans, du fait de la crise économique – on ne peut plus satisfaire la demande de la 'clientèle' –, l'affaiblissement des socles des piliers lié aux mutations économiques et sociales que traverse le paysage politique belge, le dépérissement de la vie des partis et des activités associatives des piliers, la fusion, en 1982, d'Anvers avec les communes de sa périphérie, ce qui entraîna la disparition de la proximité politique, la formation de quartiers déshérités et un déclin électoral des partis de la coalition. Tout cela contribua, lors des élections communales de 1994, à propulser le *Vlaams Blok* au rang de premier parti de la métropole anversoise.

D'autres questions essentielles sont encore abordées, dont celle de la réaction des autres partis face à la montée de l'extrême droite : le silence d'abord, un discours ambigu par la suite, puis une coalition de tous les partis ou la création d'un 'cordon sanitaire'. En France, la solidité d'une droite républicaine a pu empêcher l'extension de la tache d'huile, le contingentement étant facilité par les déchirements internes du Front national.

Traversant l'ensemble des contributions, surgit à chaque moment la question du nationalisme; celui-ci est central dans le dispositif idéologique de toutes les formations d'extrême droite. Tous ces mouvements proclament leur volonté de défendre le principe de la souveraineté nationale arc-boutée sur une redéfinition de l'identité nationale. Deux processus divergents alimentent la résurgence de la formation du national-populisme actuel. L'un vient d'en bas, à savoir la transformation des Etats européens en sociétés multiculturelles. L'autre vient d'en haut et a trait à la construction européenne qui enlève à l'Etat-nation certaines de ses prérogatives. Selon les partis d'extrême droite, le peuple serait dépossédé des moyens légitimes de gouverner, l'action des élus de la nation étant soumise à des diktats technocratiques. Eclate ici la différence entre le nationalisme libéral-bourgeois de l'Etat-Nation qui résidait dans sa capacité à libérer l'individu d'identités et d'allégeances locales pour favoriser son émancipation individuelle, fondement de la démocratie, et le nationalisme ethnique qui réenchaine les individus à leurs origines.

Voilà donc un livre riche d'informations. On peut cependant regretter l'absence de comparaison historique. Certes, les trois auteurs responsables de l'édition de cet ouvrage ont abordé "les étapes de l'extrême droite en Belgique". Ce chapitre contient une série de dates précises sur l'émergence des différentes formations d'extrême droite depuis 1945. Les filiations avec les partis d'avant-guerre sont affirmées mais non démontrées, notamment au travers des problématiques. Le contexte est-il identique ? Les enjeux peuvent-ils se comparer ? La composition de la population ne s'est-elle pas profondément transformée ? Il manque en fait un article où le politologue et l'historien auraient pu brosser ce tableau des similitudes et des divergences.

Mais ne boudons pas notre plaisir. Ce livre constitue une référence indispensable. Il fournit des pistes essentielles pour comprendre les enjeux actuels d'un combat politique fondamental. Aux historiens, il offre des outils de lecture pour interroger à nouveau un passé pas si lointain auquel d'ailleurs les responsables des formations d'extrême droite ne manquent pas d'alimenter leur rhétorique politique.

Jean-Pierre Nandrin

ALAIN STENMANS

«La transformation de la fonction administrative en Belgique. Administration publique et société»

Bruxelles, CRISP, 1999, 543 p.

Deze turf van meer dan 500 p. analyseert het functioneren en niet-functioneren van de Belgische administratie sedert de jaren vijftig. Het accent ligt op de hervormings-

auteur van vandaag wordt door dit boek aan de orde gesteld.

Ine Van linthout

III. Politieke geschiedenis / Histoire politique

PASCAL DELWIT, JEAN-MICHEL DE WAELE & ANDREA REA (DIR.)
«L'extrême droite en France et en Belgique»
Bruxelles, Editions Complexe, 1998, 314 p.

Depuis de nombreuses années, les démocraties ont révélé leur fragilité. A manquer de vigilance, elles pourraient bien un jour se voir totalement submergées, nonobstant la multiplication des normes nationales ou internationales destinées à juguler les mouvements qui les minent. Pour être efficace, cette vigilance se doit d'observer au moins trois démarches essentielles : une réflexion approfondie sur le régime démocratique dont le contexte économique-social a modifié le profil originaire; une enquête historique serrée afin que l'expérience passée permette d'évaluer l'efficacité des mesures prises jadis pour protéger la démocratie lorsqu'elle fut menacée, bousculée ou quasiment étranglée durant de longues années; enfin, une connaissance approfondie des ennemis de la liberté. C'est à cette dernière démarche que nous convient les politologues et sociologues qui ont dirigé ce livre comprenant quelque quinze contributions consacrées à une analyse de l'extrême droite en France et en Belgique.

Soulignons d'emblée l'intérêt de la démarche comparatiste. Peut-on aujourd'hui,

dans une Europe aux Etats de plus en plus intriqués, faire l'économie d'une étude comparée ? Il est bien loin le temps de la souveraineté nationale absolue. La méthodologie comparatiste traduit cette évolution. Les politologues y sont habitués. Les historiens, beaucoup moins. Cet exercice présente cependant un intérêt évident à l'heure d'une mondialisation dont l'extension présente peut-être une menace encore plus directe sur les démocraties.

Ce livre n'est pas un livre d'histoire au sens où on l'entend traditionnellement. L'intelligence des auteurs, tous spécialistes en science politique, est cependant d'avoir compris l'indispensable nécessité d'ancrer dans une diachronie, fût-elle de court terme, les éléments de leurs analyses. Aussi, à sa manière, cet ouvrage constitue-t-il une contribution à l'histoire du temps (très) présent et les historiens y trouveront-ils de quoi alimenter leurs recherches. Cette perspective historique est surtout développée dans le chapitre introductif ("Comprendre l'extrême droite"), rédigé par les trois responsables scientifiques de l'ouvrage. S'y trouve brossé un état des lieux de l'extrême droite non seulement française et belge mais aussi autrichienne, anglaise, italienne et allemande. Cette ouverture européenne est la bienvenue car elle permet de mesurer l'ampleur du phénomène en Europe. De cette juxtaposition des données chronologiques, on constate ainsi que c'est dans les années 1980 et au début de la décennie 1990 que les formations d'extrême droite émergent vraiment et engrangent les premiers scores électoraux significatifs. Même si, le plus souvent, leur percée se situe au niveau local ou régional, on ne peut cependant

ignorer quelques faits majeurs : l'union de l'*Alleanza nazionale* et de *Forza Italia*, qui leur permit de gagner les élections de 1994 et d'accéder au gouvernement durant neuf mois mais aussi l'obtention, par l'extrême droite italienne, de plus de 15 % des suffrages lors des élections de 1996; de même, actualité oblige, l'accession à des postes de responsabilités en Autriche du parti de Jörg Haider dont la percée se situe aux élections législatives de 1995, avec près de 22 % des suffrages. Ce ne sont là que quelques exemples des données factuelles que contient ce premier chapitre, très utile pour fixer le cadre des analyses qui suivent.

Celles-ci, on l'a dit, se limitent à confronter les deux contextes français et belge. Il est regrettable que ce choix ne soit pas explicitement justifié. Si ce ciblage réduit quelque peu la perspective, il permet, en revanche, d'aborder en profondeur diverses facettes de l'extrême droite comme l'atteste l'énoncé des contributions. Sont ainsi traités : les étapes de l'implantation du Front national (Pascal Perrineau); les étapes de l'extrême droite en Belgique (Pascal Delwit, Jean-Michel de Waele et Andrea Rea); le programme économique et social du Front national en France (Jean-Philippe Roy); l'émergence du Front national en Belgique est plus redevable aux circonstances qu'à son programme (Mateo Alaluf); qui vote pour le Front national français ? (Pierre Martin); qui vote pour le Front national en Belgique ? (Pascal Delwit); qui vote pour le *Vlaams Blok* (Jacques Billiet); l'esquive. La gauche et la droite face au Front national (Bruno Villalba); les partis politiques et la montée de l'extrême droite en Communauté française de Belgique (Pascal Delwit et Jean-Michel De Waele); les partis

flamands face aux poids du *Vlaams Blok* (Bart Maddens et Stefaan Fiers); dire l'extrême droite aux affaires. Toulon, Orange, Marignanne et Vitrolle (Jean Viard); Toulon sous la chape du Front (Andrée-France Baduel); Anvers : une ville à la portée du *Vlaams Blok* ? (Marc Swyngedouw).

Ces diverses contributions abordent une problématique articulée autour de cinq thèmes. Le premier a trait aux étapes de la formation de ces partis, à leur identité politique, à leur organisation et à leur enracinement. Le deuxième porte sur les programmes, en matière économique et sociale, du FN et du *Vlaams Blok*. Le troisième concerne l'électorat. Le quatrième analyse les effets de la progression des partis d'extrême droite sur les autres partis politiques. Enfin, le cinquième évoque la situation de deux villes actuellement confrontées aux partis d'extrême droite : Toulon à l'heure du Front national et Anvers à portée de main du *Vlaams Blok*.

Il est exclu, dans le cadre d'une recension, de rendre compte de toutes les contributions de ce volume. Aussi retiendrons-nous quelques aspects qui nous semblent caractériser cette étude 'multivariée', de quoi ouvrir l'appétit du lecteur, soucieux de comprendre un phénomène, afin, souhaitons-le, de mieux le contrecarrer.

La percée de l'extrême droite est liée à l'émergence de la question de l'immigration qui deviendra un argument de vote. Contrairement à une idée reçue, il ressort de ces études que la crise économique et ses effets ne semblent pas constituer en eux-mêmes un motif de vote pour l'extrême droite. C'est davantage le sentiment

de l'illégitimité pour les immigrés, voire pour les étrangers devenus nationaux par naturalisation, du droit à bénéficier des avantages fournis par l'Etat social (sécurité sociale) qui est stigmatisée et suscite le vote pour l'extrême droite.

Restons sur le plan économique. Il existe peu d'études consacrées aux programmes économiques des formations d'extrême droite. Ici, trois auteurs soumettent à un examen attentif ce programme. Ils débouchent sur quelques constats intéressants, en particulier la pauvreté de la pensée économique de l'extrême droite et le fait que, dans un premier temps, le Front national français et le *Vlaams Blok* ont défendu le libéralisme, pour ensuite s'orienter vers une conception protectionniste, teintée d'éléments poujadistes comme l'antifiscalisme, que justifie le primat politique de la nationalité.

En termes de sociologie électorale, un même processus se vérifie dans les deux contextes nationaux. On observe de part et d'autre que les partis d'extrême droite recrutent d'abord leurs voix auprès d'électeurs qui votaient traditionnellement à droite. Dans un second temps, l'idéologie nationale-populiste touche également d'anciens électeurs de gauche, qu'ils aient été communistes et socialistes en France ou socialistes en Belgique. On a là un cas type de réaligement électoral à la suite de l'affaiblissement des anciennes allégeances partisans basées sur les appartenances religieuses ou de classe. La tendance est particulièrement marquée chez les employés et les ouvriers. Celle-ci est à mettre en rapport avec la progression des votes d'extrême droite chez les

détenteurs du seul diplôme d'études primaires. La perméabilité à la xénophobie de cette catégorie est donc plus grande, ce qui explique aussi la forte influence de l'extrême droite sur les chômeurs, dont le niveau d'instruction est généralement faible. Ces éléments permettent, en partie, de comprendre pourquoi le vote de l'extrême droite est, au cours du temps, devenu interclassiste, comme l'attestent les nombreuses enquêtes et statistiques.

Par rapport à la France, la Belgique diverge quelque peu relativement aux causes de l'émergence de l'extrême droite. Trois préoccupations arrivent nettement en tête dans l'électorat : le chômage, l'immigration et l'insécurité, auxquelles s'ajoute la corruption. Toutefois, il convient d'affiner cette approche. Dans une étude très fouillée et très fine consacrée au cas anversoïse, Marc Swyngedouw avance d'autres facteurs : la lente érosion du clientélisme entretenu par les partis traditionnels qui ont dominé la vie politique anversoïse durant plus de soixante-dix ans, du fait de la crise économique – on ne peut plus satisfaire la demande de la 'clientèle' –, l'affaïssement des socles des piliers lié aux mutations économiques et sociales que traverse le paysage politique belge, le dépérissement de la vie des partis et des activités associatives des piliers, la fusion, en 1982, d'Anvers avec les communes de sa périphérie, ce qui entraîna la disparition de la proximité politique, la formation de quartiers déshérités et un déclin électoral des partis de la coalition. Tout cela contribua, lors des élections communales de 1994, à propulser le *Vlaams Blok* au rang de premier parti de la métropole anversoïse.

D'autres questions essentielles sont encore abordées, dont celle de la réaction des autres partis face à la montée de l'extrême droite : le silence d'abord, un discours ambigu par la suite, puis une coalition de tous les partis ou la création d'un 'cordon sanitaire'. En France, la solidité d'une droite républicaine a pu empêcher l'extension de la tache d'huile, le contingentement étant facilité par les déchirements internes du Front national.

Traversant l'ensemble des contributions, surgit à chaque moment la question du nationalisme; celui-ci est central dans le dispositif idéologique de toutes les formations d'extrême droite. Tous ces mouvements proclament leur volonté de défendre le principe de la souveraineté nationale arc-boutée sur une redéfinition de l'identité nationale. Deux processus divergents alimentent la résurgence de la formation du national-populisme actuel. L'un vient d'en bas, à savoir la transformation des Etats européens en sociétés multiculturelles. L'autre vient d'en haut et a trait à la construction européenne qui enlève à l'Etat-nation certaines de ses prérogatives. Selon les partis d'extrême droite, le peuple serait dépossédé des moyens légitimes de gouverner, l'action des élus de la nation étant soumise à des diktats technocratiques. Eclate ici la différence entre le nationalisme libéral-bourgeois de l'Etat-Nation qui résidait dans sa capacité à libérer l'individu d'identités et d'allégeances locales pour favoriser son émancipation individuelle, fondement de la démocratie, et le nationalisme ethnique qui réenchaine les individus à leurs origines.

Voilà donc un livre riche d'informations. On peut cependant regretter l'absence de comparaison historique. Certes, les trois auteurs responsables de l'édition de cet ouvrage ont abordé "les étapes de l'extrême droite en Belgique". Ce chapitre contient une série de dates précises sur l'émergence des différentes formations d'extrême droite depuis 1945. Les filiations avec les partis d'avant-guerre sont affirmées mais non démontrées, notamment au travers des problématiques. Le contexte est-il identique ? Les enjeux peuvent-ils se comparer ? La composition de la population ne s'est-elle pas profondément transformée ? Il manque en fait un article où le politologue et l'historien auraient pu brosser ce tableau des similitudes et des divergences.

Mais ne boudons pas notre plaisir. Ce livre constitue une référence indispensable. Il fournit des pistes essentielles pour comprendre les enjeux actuels d'un combat politique fondamental. Aux historiens, il offre des outils de lecture pour interroger à nouveau un passé pas si lointain auquel d'ailleurs les responsables des formations d'extrême droite ne manquent pas d'alimenter leur rhétorique politique.

Jean-Pierre Nandrin